

Le président serbe enterre un accord avec le Kosovo

Les surenchères nationalistes à Pristina et à Belgrade empêchent une entente sur des échanges de territoires

MITROVICA (KOSOVO) -
envoyé spécial

La tournée a dû refroidir ceux qui espéraient une normalisation rapide des relations entre le Kosovo et la Serbie. La visite du président serbe, Aleksandar Vucic, au Kosovo, les 8 et 9 septembre, avait été annoncée comme une grande séance d'explication en vue d'un possible accord historique à venir dans les prochains mois avec son homologue kosovar, Hashim Thaçi. Elle s'est transformée en une succession de provocations nationalistes, comme les Balkans en ont le triste secret.

Dimanche matin, quelques centaines de vétérans de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont d'abord empêché M. Vucic de se rendre dans un village serbe enclavé au sein de l'ancienne région autonome à majorité albanaise, qui a proclamé son indépendance en 2008 mais que Belgrade ne reconnaît toujours pas. Les barricades de pneus enflammés dressées sur les voies d'accès au village de

Aleksandar Vucic a choqué en déclarant que le dictateur Milosevic avait été « un grand leader serbe »

Banje ont forcé le président serbe à faire demi-tour pour éviter des affrontements. Des journalistes ser-

bes ou des personnes transportées dans des voitures immatriculées en Serbie ont été pris à partie.

Dans la foulée, M. Vucic a tenu un discours ponctué de déclarations nationalistes devant des milliers de Serbes du Kosovo réunis à Mitrovica. Dans cette ville du nord du pays où coexistent difficilement les deux communautés séparées par la rivière Ibar, il a promis aux 120 000 Serbes qui vivent toujours au Kosovo de les défendre jusqu'au bout. « Si qui que ce soit croit qu'il peut prendre quelque chose aux Serbes, la Serbie ne le laissera pas faire », a-t-il martelé face à un public emmené par autocars entiers des dix municipalités du

Kosovo où les Serbes sont encore majoritaires, et très majoritairement nostalgiques de la domination de Belgrade sur un territoire peuplé de 1,8 million d'Albanais.

« Le prix le plus élevé »

Surtout, il a qualifié l'ancien dictateur Slobodan Milosevic, principal responsable du déclenchement des guerres dans les Balkans dans les années 1990, de « grand leader serbe ». Selon lui, « ses intentions étaient les meilleures », même si ses « résultats ont été les pires », faute de « réalisme » face aux « intérêts et aux aspirations des autres peuples ». Les conflits de l'ex-Yougoslavie ont fait plus de 130 000 morts. Jugé pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre par le Tribunal

pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Milosevic est mort avant la fin de son procès, en 2006.

Mais pour M. Vucic, c'est « nous » – les Serbes – qui « avons payé le

prix le plus élevé » dans cette période. Ancien ministre de l'information de Milosevic pendant la guerre du Kosovo (1999), M. Vucic avait pourtant policé son discours ces dernières années dans le but de favoriser l'adhésion de son pays à l'Union européenne.

Ces propos, qui ont choqué dans la région, détonnaient avec la relation presque complice qu'il avait affichée avec M. Thaçi lors d'un forum en Autriche fin août. Assis côte à côte à la tribune, les deux hommes, tout en reconnaissant qu'ils ne « s'aimaient pas », avaient notamment expliqué qu'un accord était possible bientôt.

Ils avaient successivement évoqué le sujet très sensible du tracé de leurs frontières. Même s'ils ne s'étaient pas faits aussi précis, l'idée d'échanger les territoires à majorité serbe du nord du Kosovo contre ceux à majorité albanophones du sud de la Serbie avait été lancée dans les deux capitales. Cette solution aurait eu l'avantage de clarifier le statut juridique de Mitrovica-Nord, devenu une zone de non-droit faute d'autorité reconnue par les populations locales.

Mais les discussions ont brutalement échoué vendredi 7 septembre à Bruxelles, où les deux hommes devaient se retrouver pour une séance de négociation sous l'égide de l'UE. Ce jour-là,

M. Vucic a refusé de rencontrer M. Thaçi, en prétextant des provocations kosovares. « Ceux qui vous disent que je veux changer les frontières ne vous disent pas la vérité », a-t-il détaillé dimanche, prévoyant désormais un accord au

mieux « dans dix ou vingt ans ».

« Dangereux »

Ce recul s'explique par les réticences considérables que suscitait la piste de l'échange de territoire parmi certains chefs de gouvernement occidentaux. Même si Paris et Washington y étaient discrètement favorables, la chancelière allemande Angela Merkel a répété samedi, à l'occasion d'une visite en Macédoine voisine, qu'elle soutenait « l'intégrité territoriale » des Balkans à tout prix, au nom de la stabilité. « Nous n'avons pas le soutien pour cela de la communauté internationale, c'est évident, notamment de la première puissance européenne », a constaté M. Vucic.

Au Kosovo même, son partenaire de négociation était fragilisé par une fronde politique généralisée contre cette idée. L'opposition et plusieurs partis de la majorité avaient notamment qualifié de « dangereux » le projet esquissé par Hashim Thaçi. Cela avait contraint l'ancien commandant de l'UCK à préciser qu'il comptait uniquement récupérer la vallée de Presevo dans le sud de la Serbie, sans lâcher le nord de Mitrovica en échange. Une perspective forcément inacceptable pour M. Vucic.

Malgré cet échec, M. Thaçi assurait samedi qu'il croit toujours un accord possible « d'ici au début du printemps 2019 » : « Nous sommes tous les deux de bonne volonté, il y a un petit espace et il faut qu'on essaie de l'utiliser. Federica Mogherini [la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères] doit être plus dynamique et accélérer les négociations. » ■

[JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Merkel demande aux Macédoniens d'approuver le nouveau nom du pays

La chancelière allemande a appelé, samedi 8 septembre, les Macédoniens à saisir une chance « historique » en approuvant par référendum un accord avec la Grèce sur le changement du nom de leur pays, crucial pour son adhésion à l'OTAN et à l'UE. Ce référendum « ouvre définitivement la porte à une participation de votre

pays à la famille euro-atlantique », a insisté Angela Merkel, après avoir rencontré son homologue macédonien, Zoran Zaev, à Skopje. Les Macédoniens se prononcent le 30 septembre sur le changement du nom de la Macédoine en « République de Macédoine du Nord », à la suite de l'accord signé en juin avec la Grèce, qui refuse l'usage du simple nom de « Macédoine », qui est celui d'une région grecque, et bloquait son adhésion à l'UE et à l'OTAN.

